



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Parçay-Meslay, le 20 JUN 2008

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DU CENTRE

Le Directeur  
A  
Monsieur le Préfet d'Indre et Loire  
Bureau de l'environnement  
15 rue Bernard Palissy  
37032 TOURS CEDEX

Groupe de subdivisions d'Indre et Loire  
ZA n°2 des Ailes  
25 et 26 rue des Ailes  
37210 - PARCAY MESLAY

**TECHNICENTRE ( SNCF )**

**SAINT PIERRE DES CORPS**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

□□□□□□

Par courrier en date du 11 décembre 2006, Monsieur agissant en qualité de Directeur de l'Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) TECHNICENTRE (SNCF Direction régionale de Tours) situé 71, rue des Ateliers 37700 Saint Pierre des Corps, sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'un établissement de maintenance de matériel ferroviaire, (parcelles n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 60, 147 et 232 (partie) section AY).

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 11 décembre 2006, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 15 décembre 2006.

### **1. OBJET DE LA DEMANDE**

#### **1.1. Nature et volume des activités**

Le classement des activités au titre des installations classées s'établit comme suit :

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation des installations	Nomenclature ICPE rubriques concernées	(AS, A-SB, A, D, DC, NC)	Volume autorisé	Observations par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 1998
Travail mécanique des métaux et alliages La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieure à 500kW	2560.1	A	530kW	Sans changement
Nettoyage, dégraissage, décapage de surface (métaux, matières plastiques, etc...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques Le volume des cuves de traitement étant : 1. supérieur à 1500l. (10 fontaines et 6 bacs de dégraissage réparties dans les ateliers)	2564.1	A	4 410l	Rubrique créée le 21 juin 2004.
Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) de surface, par voie électrolytique ou chimique. 2.Procédés utilisant des liquides, (sans mise en œuvre de cadmium et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement mise en œuvre étant : a) supérieur ou égal à 1500l. (Détartrage des circuits d'eau des toilettes des voitures avec de l'acide chlorhydrique (1000l) et un complexe de nettoyage à la soude (16000l)) (Complexe de nettoyage)	2565.2.a	A	17 000l	Diminution du volume des cuves de traitement).  (Le volume des cuves passe de 27 000l à 17 000l)
Nettoyage des métaux par traitement thermique. (four à lit de sable fluidisé)	2566	A	Pas de seuil	Sans changement
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs. 1.Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000m <sup>2</sup>	2930.1.a	A	5200m <sup>2</sup>	Sans changement
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc...sur support quelconque (métal, bois, plastique, textile...) 2.L'application est faite par tout autre procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction,...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est : a) supérieure à 100kg/j (6 cabines de peinture)	2940.2.a	A	145kg/j	Accroissement de l'activité qui passe de la déclaration à l'autorisation . (Consommation passant de 80kg/j à 145kg/j)
Stockage ou emploi d'acétylène La quantité totale présente dans l'installation étant : 3.Supérieure ou égale à 100kg mais inférieure à 1t (application par pulvérisation de peinture liquides dans un tunnel et 5 cabines)	1418.3.	D	316kg	Sans changement
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. 2.Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b)La capacité équivalente totale stockée est supérieure à 10m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100m <sup>3</sup> . Stockage composé de :	1432.2.b.	D	26,5m <sup>3</sup>	Augmentation du stockage passant à la déclaration préfectorale.

<p>-une cuve aérienne de f.o.d. de 6m<sup>3</sup>.</p> <p>-une cuve enterrée de f.o.d. de 8m<sup>3</sup>.</p> <p>-liquides inflammables de 1ère catégorie en cuves aériennes d'un volume total de 25m<sup>3</sup>.</p> <p>Capacité équivalente=6/5+8/25+25= 26,5m<sup>3</sup></p>				
<p>Atelier ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues</p> <p>La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant :</p> <p>2.Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 200kW.</p>	2410.2	D	52kW	Sans changement
<p>Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenaille, grainage etc sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage à l'exception des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance installées des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20kW.</p>	2575	D	60kW	Augmentation de la puissance sans changement de classement ( la puissance passe de 35kW à 60kW)
<p>Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa.</p> <p>2.Dans tous les autres cas :</p> <p>b) Supérieur à 50 kW, mais inférieur ou égale à 500kW.</p>	2920-2-b	D	339kW	Diminution de la puissance installée passant de 444 kW à 339 kW sans changement de classement
<p>Atelier de charge d'accumulateurs.</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	2925	D	60Kw	Diminution de la puissance installée sans changement de classement. (la puissance passant de 80 à 60kW)
<p>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc..... sur un support quelconque (métal, bois, plastique, textile...)</p> <p>3.Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre est :</p> <p>b) Supérieure à 20 kg/j mais inférieure à 200 kg/j (une cabine de peinture par poudrage)</p>	2940.3.b	D.C.	150kg/j	Activité existante mais non classée. (la rubrique de classement a été créée le 5 mai 2002)
<p>Polychlorurebiphényles, polychlorureterephényles</p> <p>1.Utilisation de composants appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30l de produits, mais moins de 100 ppm de PCB ou PCT (circulaire ministérielle du 30 septembre 1985).</p>	1180.1	D	600L	Sans changement
<p>Emploi et stockage d'oxygène</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'établissement est inférieure à 2t</p>	1220	NC	1,5t	Diminution du stockage passant de 3425kg à 1500kg (activité passant au dessous du seuil de la déclaration)
<p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'établissement est inférieure à 6t</p>	1412	NC	3,7t	-
<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou</p>	1510	NC	300t	-

substances combustibles). Le quantité stockée étant inférieure à 500t				
Dépôt de bois (menuiserie) La quantité stockée étant inférieure à 1000m <sup>3</sup>	1530	NC	120 m <sup>3</sup>	-
Emploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères..., par tout procédé exclusivement mécanique La quantité de matière susceptible d'être traitée est inférieure à 2t/j	2661	NC	120kg/j	-
Installations de combustion raccordables d'une puissance thermique inférieure à 2MW .	2910	NC	1,54M W	Cette activité était soumise à autorisation., (par application de la circulaire ministérielle du 10 juin 2005 sur les installations de combustion raccordées) n'est plus classable.

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique  
A-SB autorisation - Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000  
A autorisation  
D déclaration  
DC soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement  
NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)  
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

## 1.2. Description de l'établissement et historique administratif

L'Etablissement Industriel de Maintenance du Matériel (EIMM), qui est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), dépend de la direction régionale de la SNCF de Tours (représentant la direction générale de la SNCF -34, rue du Commandant Mouchotte 75 014 Paris-) exploite depuis 1910 des ateliers de réparation de matériel ferroviaire sur ce site.

Il est à rappeler que la SNCF assure le transport ferroviaire de voyageurs et le fret sur le réseau national ainsi que l'exploitation et la gestion des infrastructures.

### 1.2.1. Situation administrative

L'EIMM est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 14 999 en date du 23 juillet 1998 des ateliers de maintenance de matériels ferroviaires au 71, rue des Ateliers 37700 Saint Pierre des Corps.

### 1.2.2. Historique de l'établissement

Les ateliers de réparation de matériels ferroviaire de St Pierre des Corps ont été créés en 1910 par la compagnie du chemin de fer de Paris Orléans qui les a exploités jusqu'en 1920.

De 1920 à 1982, ces ateliers ont été exploités successivement par différentes sociétés privées, la compagnie générale de construction et d'entretien de matériel ferroviaire (C.G.C.E.M.) de 1920, jusqu'en 1936 puis par la compagnie industrielle de matériel de transport (C.I.M.T.) de 1936 à 1961 et par les établissements Cadoux de 1961 jusqu'en 1982..

En 1983 la SNCF exploite ces ateliers qui réalisaient principalement des révisions de voitures de voyageurs.

L'établissement a subi depuis cette date les restructurations et les aménagements suivants :

-1985-Rattachement de l'activité de réparation du matériel FRET et de l'entretien des trains de Tours St Pierre des Corps.

-1987-Rattachement de l'activité logistique du Magasin Général de ST Pierre des Corps, qui devient le secteur approvisionnement (site de la « Grange Quillet »).

-1992-L'atelier devient un Etablissement Industriel de Maintenance du Matériel (EIMM).

-1993 à 1999- L'EIMM est désigné Etablissement Directeur des automotrices électriques (de l'Ile de France et de la majorité des régions) et d'organes communs à différents matériels (attelages, électrovalves, télévisions semi-embarquées, etc).

-2000-Mise en œuvre de la chaîne de modernisation du parc des automotrices sur le site.

-2004-Création d'un magasin d'établissement sur le site du chantier central (réhabilitation et adaptation du bâtiment A) avec transfert des pièces automotrices gérées sur le site de la « Grange Quillet », afin de regrouper l'ensemble de l'activité automotrice.

-2006-Aménagement d'aires bétonnées pour le stockage des pièces lourdes et encombrantes et mises en place d'armoires de stockage pour les produits chimiques.

-2007- Réhabilitation et adaptation du bâtiment O pour l'entreposage des kits de réparation (lots d'articles divers).

### 1.2.3. Présentation de l'établissement

L'EIMM de St Pierre des Corps assure des missions de maintenance des automotrices électriques de l'Ile de France et du TER. Elle réalise également des études techniques ou d'aménagement portant sur des outillages de contrôle et d'essais, pilote la réalisation de prototypes et gère des documents techniques.

Le site se trouve dans une zone d'activité à vocation industrielle près de la gare de St Pierre des Corps.

L'établissement s'étant sur une superficie de 172 000m<sup>2</sup> sur le territoire de la commune de St Pierre des Corps.

Les opérations de maintenance sur le matériel se déroulent de la façon suivantes :

Les voitures arrivent dans le faisceau de voies ferrées situé au sud de l'établissement sous forme de rames. Elles passent ensuite par le complexe de nettoyage puis sont placées à l'aide de deux chariots transbordeurs à l'intérieur des bâtiments, sur les différents postes de travail. Ces chariots sont situés de part et d'autre du bâtiment MTC, dans les travées délimitées par le bâtiment MTC et les bâtiments P et S d'un côté (chariot n°1) et par le même bâtiment MTC et les bâtiments A et O de l'autre côté (chariot n°2).

L'établissement se compose de 12 bâtiments, de zones de stockage extérieures et d'un complexe de nettoyage ayant les fonctions suivantes:

#### ➤ Bâtiments à vocation de maintenance

##### -Bâtiment MTC

- ✓ Intervention sur les caisses des automotrices (motrices et remorques),
- ✓ Intervention sur bogies,
- ✓ Travaux de peinture,
- ✓ Chantiers.

##### -Bâtiments P et S

- ✓ Réparation des organes PRM (Pièces Réparables du Matériel),
- ✓ Réparation du matériel FRET,
- ✓ Menuiserie, installations outillages,
- ✓ Sellerie

##### -Bâtiment A

- ✓ Activité de stockage de pièces automotrices (« Zone palettisable » + « Zone hors gabarit » + « zone picking »)
- ✓ Activité de réception, de préparation et d'expédition

##### -Bâtiment O

- ✓ Stockage de kits maintenance
- ✓ Activité de ponçage
- ✓ Activité de peinture (cabine)

##### -Bâtiment D

- ✓ Entreposage des machines
- ✓ Stockage d'outillages non utilisés
- ✓ Stockage de déchets spéciaux (tubes fluorescents, amiantes, aérosols)

##### -Bâtiment Pp + Pu

- ✓ Ateliers de peinture

#### ➤ Bâtiments à vocation administrative et sociale

##### -Bâtiment F(bureaux)

- Bâtiment I (bureaux)
- Bâtiments R (vestiaires et bureaux)
- Bâtiment S en partie (réfectoire)
- Bâtiment E (vestiaires, sanitaires, réfectoire, local d'archive)

➤ **Zones extérieures de stockage**

- ✓ Activité de stockage d'encombrants et lourds (bogies),
- ✓ Armoires de stockage de produits inflammables
- ✓ Collecte des déchets (bennes pour DIB et armoires DIS)

➤ **Complexe de nettoyage**

- ✓ Activité de lavage des voitures
- ✓ Détartrage des réservoirs d'eau de W.C. en circuit fermé
- ✓ Tunnel de lavage des bogies

L'effectif de l'établissement est d'environ 900 personnes.

### **1.3. Présentation de la demande**

Cet établissement, depuis 2004, a subi de profondes modifications d'activités du fait de la restructuration de l'ensemble des installations de la SNCF sur le territoire national afin de moderniser la logistique mise en place au niveau des 17 centres de maintenance (E.I.M.M.).

Ainsi, certaines activités ont été réduites (stockage de matériel, de produits chimiques divers, etc.), supprimées (magasins généraux) ou modifiées (complexe de lavage des voitures).

### **1.4. Cadre administratif de l'instruction**

Il s'agit d'un établissement qui du fait des modifications notables de ses activités nécessite une régularisation de sa situation administrative.

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1. Enquête publique**

L'enquête publique s'est déroulée du 26 mars 2007 au 27 avril 2007 sur le territoire des communes de Saint Pierre des Corps, Tours, Rochecorbon et Saint Avertin.

Aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête.

### **2.2. Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

### **2.3. Avis des conseils municipaux**

Le conseil municipal de Rochecorbon dans sa séance du 23 avril 2007 a émis un avis favorable

Le conseil municipal de StAvertin dans sa séance du 18 avril 2007 a émis un avis favorable.

Le conseil municipal de St Pierre des Corps dans sa séance du 21 mai 2007 a émis un avis favorable.

### **2.4. Avis des services consultés**

- Le service Départemental d'Incendie et de Secours d'Indre et Loire par courrier du 11 mai 2007 a émis un avis favorable considérant que l'ensemble des mesures prises par l'exploitant lui donne satisfaction sous réserve que :

« ...de communiquer au SDIS le débit et la pression sur trois poteaux incendie en ouverture simultanée....afin de finaliser les besoins en eaux du site ».

- Le Service Régional de l'Archéologie par courrier du 8 mars 2007a émis un avis favorable.
- Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile par courrier du 9 mars 2007 a émis un avis favorable.
- La Direction Départementale de l'Equipement d'Indre et Loire par courrier du 10 mai 2007 a émis un avis favorable sous réserve :  
 « ....du respect des dispositions de l'article 2 du PPRi applicables aux biens et aux activités existantes, qui exposent les mesures de prévention obligatoires suivantes à mettre en place par les exploitants des ICPE dans un délais de 5 ans après l'approbation du PPRi :  
 - le stockage des substances et préparations dangereuses devra être prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues,  
 - les citernes non enterrées, recevant des hydrocarbures, du gaz des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, devront être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues,  
 - les citernes enterrées devront être ancrées afin de pouvoir résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues,  
 - les orifices de remplissage devront être étanches et les débouchés des tuyaux d'évents devront se situer au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues. »  
 «  
 ➤ La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales d'Indre et Loire par courrier du 22 mai 2007 a émis un avis favorable.
- La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt par courrier du 11 mai 2007 a émis un avis favorable sous la réserve suivante :  
 « La SNCF doit obtenir l'accord du gestionnaire du réseau de collecte des eaux pluviales et doit mettre en place un obturateur avant rejet dans le réseau public ».
- Le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine d'Indre et Loire par courrier du 24 mai 2007 a émis un avis favorable.
- La Direction Régionale de l'Environnement de la Région Centre par courrier du 14 mai 2007 a émis un avis favorable sous réserve de respecter la valeur maximale admissible (0,5mg/l) définie par le règlement d'assainissement de la communauté d'agglomération.
- Le Comité Hygiène Sécurité Condition de Travail a émis un avis favorable à la mise à l'enquête du dossier dans sa séance du 13 novembre 2006.

La DRIRE par courrier 20 août 2007 a communiqué les observations des services en ayant faits ( DIREN, DDAF et DDE).

## 2.5. Réponse apportée par le pétitionnaire

date	Service ou mairie	Avis émis	Réponse de l'exploitant
11 mai 2007	SDIS	Favorable sous réserve	13 septembre 2007
10 mai 2007	DDE	Favorable sous réserve	13 septembre 2007
14 mai 2007	DIREN	Favorable sous réserve	13 septembre 2007
11 mai 2007	DDAF	Favorable sous réserve	13 septembre 2007

L'exploitant a donné des réponses satisfaisantes aux observations des divers services sauf en ce qui concerne le débit et la pression sur trois poteaux incendie en ouverture simultanée.

## 3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

### 3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

### **3.1.1. Impact sur l'urbanisation et l'occupation de l'espace**

L'établissement est situé dans une zone à vocation industrielle et artisanale .  
On accède à cette zone par la rue des Ateliers.

### **3.1.2. Impact sur les eaux**

#### **3.1.2.1 Prélèvements et usages de l'eau**

Les installations sont alimentées exclusivement par le réseau communal de distribution d'eau potable.

Les postes consommateurs d'eau sont :

- les eaux à usages sanitaires (10 400 m<sup>3</sup>/an)
- les eaux à usage industriels (10 700 m<sup>3</sup>/an)

#### **3.1.2.2. Les effluents liquides**

Les effluents rejetés par les installations sont constitués par :

- les eaux pluviales, en particulier celles qui sont susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement des voiries, des aires de stationnement des véhicules)
- les eaux sanitaires (7960 m<sup>3</sup>/an) .
- les eaux industrielles (8040 m<sup>3</sup>/an) .

Les eaux pluviales de ruissellement sont traitées par un décanteur déshuileur avant rejet dans le réseau public pluvial.

Les eaux sanitaires sont dirigées vers le réseau d'assainissement public de la zone pour être traitées par la station d'épuration de Tours+ à La Riche.

Les eaux industrielles sont collectées et traitées par une station physico-chimique de prétraitement avant rejet dans le réseau public d'assainissement .

### **3.1.3. Impact sur l'air**

Les principales sources de pollution sont :

-les émissions de poussières dues aux activités de ponçage, grenaillage des pièces et à l'utilisation du four de décapage à lit fluidisé.

-les COV émis par les cabines de peinture, l'activité de collage, les fontaines et bacs de dégraissage.

Les poussières sont piégées par des filtres sur les différents postes en émettant. La dernière mesure du 11 juillet 2006 réalisée sur le four à lit fluidisé a donné une concentration rejetée de 79,8mg/Nm<sup>3</sup> (<au 150mg/N m<sup>3</sup> maxima admissible).

Un plan de gestion des solvants a été établi sur :

- les cabines de peintures sur l'année 2005 on émis 12 375 kg de solvant en rejets canalisés et 2989 kg en rejet diffus.
- les fontaines dégraissantes sur l'année 2005 ont émis 4687 kg de solvant en rejets canalisés et 854kg en rejets diffus.
- l'activité collage sur l'année 2005 a émis 538 kg de solvant en rejets canalisés et 72 kg en rejets diffus.

Cependant depuis 2003, l'exploitant remplace progressivement les peintures solvantées par des peintures hydrodiluables (notamment sur la peinture des bogies).

En effet, en 2007 la consommation de peinture :

- sur les cabines de peinture était de 32 755l dont 46% composée de peintures hydrosolubles (17 600l de peintures solvantées + 15 155l de peintures hydrosolubles),
- sur les fontaines dégraissantes les solvants utilisés sont progressivement remplacés par des produits sans solvants, afin de diminuer les émissions de COV.

### **3.1.4. Bruit.**

Les terrains concernés sont situés en zone d'activités industrielles.

La première maison habitée par un tiers est à m.

L'établissement fonctionnera du lundi au vendredi inclus de 4h 32mn à 19h 38mn.

Des mesures de bruit ont été réalisées le 29 septembre 2006 en quatre points différents du site en limite de propriété.

Elles ont donné des résultats ne dépassant pas 70dB(A) le jour et 60dB(A) la nuit. Le bruit de fond de la zone dépassant parfois les 60dB(A) du au trafic ferroviaire de la gare de St Pierre des Corps.

Cependant, la société réalisera une campagne de mesure dès la mise en fonctionnement de l'extension .

### **3.1.5. Déchets**

L'établissement produit différents types de déchets :



- ✓ des DIB (Déchets Industriels Banals) :
  - papiers et cartons ;
  - bois, verre, mousse de siège ;
  - Métaux ferreux et non ferreux.
  
- ✓ des Déchets Industriels Spéciaux :
  - boues de peinture et poudres de peinture ;
  - huiles solubles, graisses, boues hydrocarburées alcalines, enduits et mastics ;
  - piles, condensateurs ;
  - tubes fluorescents et aérosols
  - emballages souillés ;
  - filtres secs ;
  - DTQD ;

Les quantités estimées sont de l'ordre de :

- 145t par an environ.

Les déchets industriels spéciaux sont stockés à part et éliminés par des sociétés spécialisées.

Les DIB seront stockés dans des bennes prévues à cet effet puis évacués régulièrement, en vue de leur valorisation ou destruction par des entreprises spécialisées qui les prennent en charge.

### **3.1.6.Dangers**

L'étude des dangers a retenu deux scénarii majorants

- un sur l'explosion d'une cuve de propane dans le bâtiment PMT
- un sur l'incendie dans le bâtiment A

Les simulations ont montré que les effets ne dépassaient pas les limites de propriété et qu'il n'y avait pas de risques d'effet dominos internes pour l'incendie.

Elle précise les mesures de prévention qui ont été prises par l'exploitant :

- les activités représentant des risques sont dans des bâtiments séparés ;
- les stockages à risques sont en extérieur ;
- des consignes de sécurité sont établies ;
- les personnels reçoivent des formations périodiques sur la sécurité ;

Il y a un gardiennage des installations 24h/24h tous les jours ouvrables assuré par la SNCF et par une société privée le reste du temps).

L'établissement dispose d'extincteurs , de 21 RIA et 9 poteaux incendie d'un débit de 60m<sup>3</sup>/h (alimentés par un château d'eau de 1000m<sup>3</sup> sur le site) répartis judicieusement sur le site .

La rétention des eaux d'incendie est assuré par les collecteurs des eaux pluviales du site (avec vannes d'isolement) assurant une rétention de 650m<sup>3</sup>.

## **3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté**

### ***3.2.1.En relation avec la procédure d'instruction***

L'ensemble des propositions émises par les services est repris dans les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral, notamment sur la convention spéciale de déversement des eaux industrielles au réseau d'assainissement géré par Tour+ et la prise en compte du PPRi.

## **4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Compte tenu des réponses et des engagements de l'exploitant aux diverses observations émises au cours de l'instruction, nous émettons un avis favorable à la demande de régularisation administrative sollicitée par l'EIMM.

## 5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés aux titre des articles R 512.2, R 512.3 et R 512.4 du titre 1<sup>er</sup> du Livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement : installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que le pétitionnaire s'est engagé à respecter toutes les observations émises par les services et l'enquête publique
- que les activités de l'établissement sont classées sous les rubriques de la nomenclature des installations classées ,n°2560.1, 2564, 2565, 2566, 2930 et 2940 et soumises à autorisation préfectorale ;

L'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire de considérer favorablement la demande .

Le projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport

Conformément à l'article R 512.25 du titre 1<sup>er</sup> du Livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement : installations classées pour la protection de l'environnement , le projet d'arrêté doit être présenté pour avis au Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques.

---=---